

Les décisions prises par le président de la République il y a 8 jours ont permis d'apporter une première réponse à une inquiétude forte et justifiée de la communauté éducative face à l'épidémie et ont enfin suspendu la désorganisation, vécue depuis plusieurs semaines dans les écoles et les établissements, provoquée par la multiplication des cas positifs chez les élèves et les personnels, des fermetures de classes et des absences chez les professeurs.

On fermait les écoles non plus seulement pour des raisons sanitaires car dans certains départements des sites n'avaient plus assez d'enseignants.

**Faute de préparation, malgré nos multiples demandes depuis des semaines : ces mesures ont ouvert néanmoins une nouvelle période de forte tension avec la réorganisation engendrée, notamment, pour la mise en œuvre de l'accueil des enfants de personnels prioritaires qui aurait dû être anticipée et dont les règles ont varié pendant plusieurs jours avec en outre : une liste pas encore définie le vendredi matin. Ce qui a encore été accentué par des informations contradictoires venant de toutes parts : les hôpitaux, l'ars et même les mairies ... Les équipes en étaient à se demander qui leur donnait les consignes ?**

Le SE-Unsa regrette que **le scénario finalement retenu n'ait fait l'objet d'aucune discussion malgré les demandes répétées pour anticiper tous les cas de figure dont celui des vacances avancées qui était pourtant évoqué depuis plusieurs jours et qui aurait mérité une concertation préalable** avec les représentants des personnels, des parents d'élèves et des collectivités.

Rien de bien grave finalement si ce n'est que :

– **quid de l'organisation pédagogique** de chaque enseignant et donc de chaque classe comme de chaque école ?

- Quid de l'organisation de pôles d'accueil, de plannings, de listes de personnels disponibles et volontaires et qui se sont déjà assis sur la rémunération de leur volontariat de l'an passé ?
  - **quid de l'organisation familiale** des familles et des enseignants en passant ?
  - **quid du respect de chacun** parce que tout organiser en moins de 24h00 a posé des problèmes forcément conséquents ?

- quid de l'accueil des enfants de soignants et des quelques autres professions : les directeurs d'école et chefs d'établissement se sont retrouvés une nouvelle fois assaillis de questions par les parents d'élèves sans avoir de réponse à apporter (qui, quand, où ?) et par les collègues.

Encore une fois, ce président et ce gouvernement ont été à côté ont pris dans des délais surréalistes : des décisions ubuesques car divergentes avec les lignes purement politiques annoncées depuis un certain temps.

En outre, il y eut un grand écart entre le strict volontariat annoncé par le ministère pour le présentiel et ce qu'il en fut dans les territoires où les écoles durent rester ouvertes à partir de 2 élèves prioritaires : on ne voit pas comment les départements ou académies auraient pu anticiper et s'organiser quand le ministère n'est que dans le flou et l'improvisation. Une fois de plus : les acteurs de l'éducation nationale, à tous les niveaux, malgré toute leur bonne volonté ne peuvent pas se sentir respectés et considérés.

Ce fonctionnement n'a fait qu'ajouter la crise sur la crise et de cela, nous n'avons aucun besoin.

Etre présents dans la crise, oui, assumer « coûte que coûte » et à nos frais : le manque de pilotage gouvernemental, dans un système où l'on se doit d'attendre que les consignes descendent d'en haut : c'est non.

Attaché à la préservation autant que possible de la scolarité des élèves en présentiel, le SE-Unsa souhaite que les mesures permettent une fermeture qui reste limitée. **La reprise en présentiel dans trois semaines pour le premier degré et dans quatre semaines pour le second degré est pourtant un objectif qui peut s'avérer difficile à atteindre, en particulier dans les endroits où le virus circule très activement. Les conditions de cette reprise doivent impérativement se préparer dès maintenant afin que les vacances soient vraiment la pause dont les personnels ont besoin.**

Des adaptations pédagogiques (en particulier en ce qui concerne les examens et toutes les formes d'évaluation) et les modalités organisationnelles (jauges adaptées à l'évolution de la situation sanitaire pour les collèges et les lycées) doivent être envisagées dès à présent.

**Le SE-Unsa martèle ses demandes de recrutements supplémentaires d'enseignants et d'AED, d'amélioration de la campagne de tests et d'accès à la vaccination** pour tous les personnels qui le souhaitent pour pouvoir faire face à une longue période de plus de 10 semaines de classe mais également à la rentrée scolaire de septembre.

Dans cette crise qui dure depuis plus d'un an, **tenir dans la durée devient difficile pour les personnels d'une École sous pression et le ministre doit en prendre vraiment la mesure.** Préserver des vacances, anticiper la suite, et se donner les moyens de tenir sont de sa responsabilité. **Répéter l'exception française du nombre de semaines de classes sauvées ne suffit pas à soutenir les équipes. Les personnels ne participent pas un concours international mais à l'éducation au quotidien. Et c'est devenu très difficile.**